
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CXCI.

Du Jeudi 21 Janvier 1790.

Suite de la séance du mardi matin.

Nous avons annoncé un projet de décret présenté par le comité militaire, & qui doit être délibéré mercredi prochain. Le voici :

« L'assemblée nationale, ayant entendu le rapport du comité militaire, a décrété :

ARTICLE PREMIER.

» L'armée demeurera réduite en temps de paix entre 142 à 143 mille hommes, non compris la maison militaire du roi.

ART. II.

» Elle sera composée de 102 à 103 mille hommes d'infanterie, de 30 à 32 mille de troupes à cheval, de 8 à 9 mille hommes d'artillerie.

ART. III.

» Indépendamment de cette armée de ligne, il en sera désigné une autre de 100 mille hommes par les provinces dans le temps de guerre seulement. Ces hommes seront

Tom. VI

K

toujours prêts à marcher, mais ils ne seront jamais rassemblés. Le comité de constitution s'occupera des moyens à indiquer à l'assemblée nationale pour la levée de ces hommes, de la manière la plus conforme aux intérêts particuliers des provinces, chargées de les fournir en raison de leur population.

A R T. I V.

» 9500 officiers au moins, & au plus de 10,000 de toutes les armées, de tous les grades, tant généraux que particuliers seront employés pour la commander, ou en surveiller les détails.

A R T. V.

» Tous les officiers de tous les grades, bas-officiers, soldats, cavaliers, hussards, dragons, seront payés conformément au tableau arrêté par l'assemblée, ce qui sera annexé au présent décret. Pourra néanmoins sa majesté, en employant aux payemens de soldes ou d'appointemens les fonds qui seront ci-après décrétés, augmenter ou diminuer les proportions établies pour chacun des grades suivant qu'il pourra le croire utile au bien de son service.

A R T. V I.

Les fonds du département de la guerre seront désormais fixés à la somme annuelle de 84 millions, lesquels seront à la disposition du ministre de ce département, & de l'emploi desquels il sera comptable tous les ans à chaque législature, à laquelle il présentera le résultat des économies ou les déficit qui pourront se trouver sur chaque partie, afin de mettre les représentans de la nation en état d'apprécier avec connoissance de cause les besoins de chaque service, ou de prononcer sur l'emploi à faire de ces économies.

A R T. VII.

Les 84 millions décrétés, ci-dessus, seront employés :

Savoir :

Au paiement de la solde des masses, & appointemens des officiers, bas-officiers, soldats, cavaliers & dragons.....	67,500,000 l.
Aux étapes, convois militaires & rassemblemens.....	1,200,000
Aux travaux de l'artillerie.....	3,000,000
Aux travaux du génie.....	2,000,000
Aux bâtimens militaires.....	300,000
Aux dépenses de police ou d'administration du département.....	1,369,000
Aux états-majors des places.....	800,000
Aux compagnies d'invalides détachés, & récompenses militaires.....	3,490,000
Aux maréchauffées.....	4,341,000
Somme totale.....	84,000,000

A R T. VIII.

Malgré la répartition ci-dessus faite desdits fonds sur chacun des objets auxquels ils semblent plus particulièrement destinés, pourra néanmoins sa majesté, en disposer d'un de partie sur l'autre, ainsi qu'elle croira utile pour le bien du service.

A R T. IX.

La solde des soldats, cavaliers, dragons, hussards, &c. pour la partie affectée à leur prêt sera payé, sur le pied de 165 jours par an.

Les masses de linge & chaussure & autres, ne le seront que sur le pied de 30 jours par mois.

K₂

A R T. X. A

» La nouvelle formation de l'armée, en exécution du présent décret, aura lieu au plus tard au premier mai prochain, jour auquel les fonds destinés au département de la guerre commenceront à être payés; en conséquence, jusqu'à cette époque, ils le seront sur l'ancien pied, & conformément à l'état arrêté par sa majesté. »

A R T. X I.

» Aussitôt que les plans de la formation nouvelle à donner à l'armée, seront arrêtés par sa majesté, il sera remis à l'assemblée nationale un état des réformes & suppressions qui pourront dans ce cas être effectuées, afin qu'elle puisse y avoir égard, s'il y a lieu ».

Il vient de toutes parts des lettres qui prouvent le bon effet qu'a produit la lettre de M. le président, dans les divers régimens qui composent l'armée. »

Celle-ci vient du corps des carabiniers.

A Lunéville le 14 janvier 1790.

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir la lettre en date du 4 janvier que M. votre prédécesseur m'a adressée; lecture en a été faite au corps des carabiniers, qui a reçu avec joie & reconnaissance cette marque de justice que lui rend l'assemblée nationale, ce qui ne peut encore que l'affermir davantage dans ses principes d'honneur & d'attachement au roi & à la nation, lesquels jusqu'ici ont été inébranlables. Je vous prie, M. le président, de vouloir bien assurer l'assemblée que cette lettre a produit sur le corps que j'ai l'honneur de commander, l'effet qu'elle devoit en attendre.

Je suis, &c.

Signé, d'Oilliamson.

Dans un moment où la division du royaume en départe-

temens & en districts va être entièrement décrétée , malgré les réclamations élevées par plusieurs villes , il est heureux de pouvoir leur offrir l'exemple de soumission & d'adhésion aux décrets de l'assemblée que vient de donner la capitale. Voici le discours du Maire , & l'arrêté de la commune de Paris.

M E S S I E U R S ,

« Nous sommes chargés par les représentans de la commune de Paris de vous apporter l'arrêté qu'ils ont pris pour adhérer au décret de l'assemblée nationale , qui fixe l'étendue du département de Paris ; je m'applaudis de vous offrir les hommages de la capitale du royaume , & les témoignages de soumission , de confiance & de respect qui sont aussi conformes à nos sentimens qu'à nos desirs ».

Extrait du procès-verbal du 16 janvier 1790.

« Un des membres de l'assemblée ayant proposé de donner à l'assemblée nationale une marque de la soumission qu'elle lui a jurée , & qu'elle a renouvelée dans l'adresse qui contenoit la demande sur l'étendue du département où devoit se trouver la capitale.

« L'assemblée considérant que , si , d'après le vœu des districts , elle a demandé aux représentans de la nation un département d'une plus grande étendue que celui que ces augustes législateurs ont décrété , le vœu des districts est aussi la soumission aux décrets de l'assemblée nationale ; que la circonstance même du refus peut rendre d'un effet plus puissant l'exemple de cette soumission que donneroit la capitale.

» A arrêté que douze commissaires seroient nommés pour aller en députation auprès de l'assemblée de la nation , lui offrir le témoignage de sa soumission entière à son décret sur le département de Paris , & la prier en même temps

de faire jouir la capitale de l'étendue de trois lieues de rayon , désignée dans son décret.

*Signés VERMEIL , président , MULOT , secrétaire ,
CELLIER , secrétaire.*

M. le président a témoigné aux députés de la commune de Paris, la satisfaction que le vœu qu'ils venoient d'exprimer donnoit à l'assemblée.

Il a répondu en ces termes :

« L'assemblée nationale n'a jamais douté de votre soumission à ses décrets, non plus que du dévouement patriotique dont vous avez donné d'aussi éclatans exemples. Le courage, le patriotisme, & l'obéissance religieuse aux loix, vertus toujours unies, devoient diriger la conduite d'une commune faite pour être le modèle de toutes les autres. »

A mesure que la nouvelle de la révolution parvient dans les différentes parties du globe, on voit le patriotisme des Français se démontrer sous quelque gouvernement qu'ils vivent. Il y a quelque temps que l'on vit arriver un don patriotique du fonds de la Russie ; aujourd'hui, c'est du fonds des Dardanelles, & l'on distinguera avec plaisir l'ambassadeur citoyen qui a mêlé ses dons à ceux des négocians français pour racheter le seul esclave connu de leur nation.

M. le président,

« Les négocians français établis à Constantinople oublient l'état alarmant de leur commerce, pour ne voir que les besoins de la patrie ; ils viennent de m'apporter une somme de 12 mille livres, pour la faire parvenir à l'assemblée nationale ; ils espèrent qu'elle voudra bien ne pas rejeter ce léger tribut. Cette faible expression de sentimens dont ils sont pénétrés, & dont ils me permettent d'être aujourd'hui le garant & l'interprète.

« En votant cette contribution par un transport unanime, ils n'ont fait, Monsieur, que partager l'enthousiasme commun à tous les Français; mais peut-être trouverez-vous qu'ils ont un mérite particulier à ne s'être laissé décourager, ni par la modicité de leur offrande, ni par le grand éloignement qui pourra malgré eux, la faire paroître tardive, & en diminuer ainsi le prix.

« Un de leur concitoyens, que nul ne surpassera jamais en patriotisme & en dévouement, s'empresse d'égaliser leur effort, & de joindre à leur tribut celui d'une pareille somme de douze mille livres sans préjudice des contributions déjà décrétées par l'assemblée, & de toutes celles qu'elle pourra juger utiles à la prospérité de la nation, & à la gloire du roi qui en est inséparable. Heureux ce citoyen, Messieurs, si un zèle sans bornes peut suppléer aux talens que sa position rendroit nécessaires, & s'il peut encore continuer de défendre avec honneur la dignité du nom François, son influence politique, & avec elle le riche tribut que ce vaste empire, malgré les événemens d'une guerre malheureuse, ne cesse de payer à l'industrie de nos commerçans.

» Le sieur Pierrefonton, chancelier de cette échelle, dont la famille estimable a toujours rendu & rend aujourd'hui plus que jamais d'importans services à l'état, verse aussi dans la caisse nationale la somme de 600 liv.

» Enfin, Messieurs, pour nous consoler de n'avoir pu présenter des dons plus proportionnés à notre zèle & pour être du moins certains d'offrir à la nation un hommage digne d'elle, nous avons tous voulu nous réunir pour racheter le seul esclave français que nous ayons pu découvrir; en ce moment il est libre & sera envoyé jusques dans le lieu de sa naissance, pour jouir du bonheur que

la France devra aux vertus de Louis XVI, & aux lumières des représentans de la nation.

Je suis avec raison, &c. *Signé Choiseuil-Gouffier.*

On a beaucoup applaudi à ce trait de patriotisme de la part des Français résidans dans un pays où le despotisme ne permet pas même de penser qu'il peut exister une patrie.

Séance de mardi soir.

M. Reubell s'est plaint de ce que, dans l'Alsace, le prévôt de la maréchaussée avoit fait des procédures contre quelques syndics qui avoient convoqué les municipalités pour délibérer sur les droits des citoyens; il a ajouté que des personnes mal intentionnées répandoient des écrits incendiaires dans toute l'Alsace; que dans un de ces écrits on invitoit le peuple à se réunir à la noblesse & au clergé pour le bien commun, & qu'il étoit temps d'arrêter cette licence qui pouvoit troubler la tranquillité publique.

Selon M. l'abbé d'Egmont, on ne devoit imputer ces écrits, ni à la noblesse, ni au clergé, parce que, disoit-il, ces deux anciens ordres s'étoient soumis aux décrets de l'assemblée; mais c'est ce dont M. Lavie ne convenoit pas. Il attestoit au contraire, que dans l'Alsace, les seigneurs nobles & ecclésiastiques exigeoient rigoureusement les servitudes personnelles, quoique abolies par les décrets.

M. Reubell a demandé, conformément au décret de la ville de Haguenau, que l'assemblée fit sursoir à la procédure prévôtale commencée à Strasbourg contre quelques particuliers. Après quelques débats, la motion ayant été mise aux voix, l'assemblée a décrété qu'il sera demandé au roi un sursis à la procédure instruite par le tribunal de la maréchaussée de Strasbourg contre Jean-michel Langel, syndic d'Ilkirs, & consors, & que copie de l'en-

tière procédure sera envoyée au comité des recherches.

Un membre ayant proposé un projet de décret sur le refus prétendu des ci-devant privilégiés de continuer leurs fonctions à la commission intermédiaire des Treguier, l'ajournement a été demandé & prononcé.

L'assemblée a décrété ensuite, relativement à la milice nationale de Rouen, qu'il n'y a pas lieu à la dénonciation faite par le corps municipal & électoral de Rouen contre la vingt-cinquième compagnie de la garde nationale de cette ville; au surplus, vu que l'assemblée va très-incessamment s'occuper de l'organisation définitive & générale des gardes nationales du royaume, elle ordonne que, jusqu'alors seulement, les choses demeureront en l'état relativement à celle de Rouen.

Le comité des finances a fait un rapport sur la manière de rembourser les officiers municipaux de Cambrai, que les nouvelles élections vont déposséder. M. Destourmel demandoit le renvoi de cette affaire au comité de judicature, mais comme une pareille réclamation peut concerner plusieurs villes, & même la province entière du Languedoc, l'ajournement a été demandé & décrété.

Pendant que l'assemblée nationale réunissoit les habitans du Labour au département du Béarn, les premiers ont pris une délibération le 20 novembre, au sujet de la contribution patriotique. Un député du Labour a fait le rapport de cette délibération, & l'assemblée a déclaré qu'elle y applaudissoit ainsi qu'aux sentimens patriotiques qui l'ont dictée. Elle a ordonné en même temps que cette délibération seroit imprimée dans le procès-verbal.

M. Merlin a fait rapport au nom du comité de vérification des pouvoirs, qui avoit trait à une députation d'Arches & de Charleville, qui demandent d'être représentées directement à l'assemblée. L'ajournement a été demandé

& rejeté. Suivant l'avis du comité, M. Cochlet, député d'Arches & de Charleville, a été admis.

M. Pethion de Villeneuve a fait une motion très-intéressante sur l'ordre du travail. Après quelques débats, l'assemblée a ordonné qu'à l'avenir la lecture des adresses & des dons patriotiques, ne se feroit qu'à la séance du soir, & qu'il n'y auroit plus d'ordres de deux heures. Les séances du matin seront toutes employées à la constitution & aux finances.

L'affaire du prévôt de Marseille fera rapportée samedi ou mardi soir, par M. l'abbé Mauri, & les commissaires chargés de l'exécution des décrets, doivent rendre compte à la même séance de ce qui concerne le prévôt de Marseille.

Séance d'hier.

M. Nogaret ayant demandé que le comité de constitution fût chargé de rédiger les formules des procès-verbaux pour les élections des municipalités, quelques débats se sont élevés; M. Lanjuinais a montré l'inutilité de ces précautions, & l'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

C'est encore un prévôt dont il faut arrêter le despotisme judiciaire. Quatre citoyens domiciliés & pères de famille, dont le crime est d'avoir imité tout le peuple François, sont prêts d'être condamnés par le prévôt de Château-Gontier. Les membres de la municipalité, & les principaux de la ville de Craon en Anjou, ont envoyé une adresse à l'assemblée nationale, pour la conjurer de faire surseoir à tout jugement pré-étal. C'est M. de Volney qui a présenté & fait valoir cette adresse bien propre à exciter le zèle des représentans de la nation. Il a demandé que le prévôt de Château-Gontier fût tenu de surseoir à toute procédure commencée.

L'assemblée a décrété de demander le sursis au pouvoir exécutif, & le président a été autorisé à faire les démarches nécessaires.

M. le contrôleur général ayant demandé que l'assemblée autorisât aussi son président à écrire aux municipalités dans lesquelles les perceptions des impôts sont arrêtées; M. Desmeuniers a fait lecture d'une lettre qu'il avoit déjà écrite à certaines municipalités; il a été ordonné que cette lettre seroit imprimée, & le président autorisé à l'envoyer.

On a passé ensuite au rapport des contestations survenues sur la division des départemens & districts. Il a été proposé d'abord un décret général pour tout le royaume, & qui a été adopté en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète : 1°. Que les villes, villages, paroisses & communautés qui ont été jusqu'au jourd'hui mi-parties entre différentes provinces, se réuniront pour ne former qu'une seule & même municipalité, dont l'assemblée se tiendra dans le lieu où est situé le clocher.

» 2°. Que dans ces communautés mi-parties, la convocation se fera par les deux municipalités anciennes, chacune pour la partie qui la concernera, & que l'assemblée générale sera présidée par celui des deux chefs municipaux qui sera le plus avancé en âge ».

M. Gossin a fait le rapport concernant le département du Mâconnois, Charollois & Challois. La question étoit de savoir dans quelle ville seroit le chef-lieu du département; Mâcon soutenoit que la préférence lui étoit due; Autun desiroit que cette prérogative lui fût accordée; les villes de Marsigni & de Semur disputoient aussi pour être les chefs-lieux des districts. Le comité a proposé un décret en ces termes, qui concilioit toutes les prétentions :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis de son comité de constitution, que le département du Mâconnois sera divisé en six districts, dont les chefs-lieux seront Châlons, Charolles, Bourbon-Lancy, Mouqués & provisoirement Semur, sauf, en faveur de Marsigni, d'être le chef-

lieu du tribunal du district, à moins que les électeurs ne jugent que le district y seroit mieux placé qu'à Semur, auquel cas cette dernière ville conservera son tribunal; que la ville de Tournus sera annexée au district de Mâcon, & que la première assemblée du département aura provisoirement lieu à Mâcon; que dans la première session les électeurs du département décideront si cette disposition provisoire sera définitive, sans préjudice des prétentions des deux autres principales villes qui pourroient être préférées.

M. Gossin a fait ensuite le rapport de la réclamation de Saint-Omer contre les deux départemens convenus entre les députés de la Flandre Maritime, de la Flandre Wallonne, du Hainaut, du Cambresis, de l'Artois, du Boulonnois, du Calaisis, de l'Andréas & de la prévôté de Montreuil.

« L'intention de l'assemblée, disoit le rapporteur, est de placer sur la surface du royaume les administrateurs & les administrés, de manière que la correspondance soit entre eux la plus prompte & la plus commode. Cette intention bienfaisante étoit contrariée par les prétentions de quelques villes.

Le plan proposé par Saint-Omer étoit plus régulier à l'œil & plus conforme à l'esprit des décrets; mais il est sans inconvénient de laisser subsister une ancienne division, quand elle convient mieux aux peuples, & qu'elle ne dérange pas l'ordre général. La centralité d'un chef-lieu de département n'est pas tellement importante à la constitution, ni si essentielle au bonheur des administrés que l'on ne puisse préférer à cet avantage celui de les satisfaire.

Le comité a proposé le décret suivant, qui a été adopté.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que la division en deux départemens convenue par les députés respectifs du Hainaut, des deux Flandres & du Cambresis, d'un côté, & d'un autre, celle

arrêtée par les députés de l'Artois , du Boulonnois , du Calaisis , de Landresis & de la prévôté de Montreuil , subsisteront.

Nous devons observer que ce décret n'a été rendu qu'après des débats très-longs , soutenus par MM. Ponem , Perdrix , de Beaumés , d'Estourmel , Fricaud , Kispooter , d'Aouste , & plusieurs autres dont les amendemens ont été rejettés par la question préalable.

M. le président a rendu compte d'une lettre écrite par le maire de Paris , sur les moyens de soulager la mendicité , & de pourvoir aux travaux de charité pendant quelques mois d'hiver. Nous rendrons compte de cet objet quand il aura été délibéré.

M. l'abbé Syès a fait ensuite un excellent rapport , au nom du comité de constitution , concernant les abus de la liberté de la presse. Il a proposé un projet de loi contre les délits qui peuvent se commettre par la voie de l'impression , & par la publication des ouvrages & des gravures ; sa division est simple.

- 1°. Des délits & des peines.
- 2°. De la responsabilité.
- 3°. De l'instruction & du jugement.

Cet ouvrage de M. l'abbé Syès a été très-applaudi , & nous nous presserons de le faire connoître.

M. de Foucaud est monté à la tribune pour exprimer son indignation contre une feuille publique , qui annonçoit une lettre écrite par lui à M. de Favras. M. de Foucaud a cru devoir à lui-même & à ses collègues de faire le désaveu de cette lettre.

M. Dupont a fait la motion de réduire à quinze membres le comité des rapports , & d'en faire nommer les membres par l'assemblée & non par bureaux. On a cherché d'abord à écarter cette motion par la question préa-

table. M. l'évêque de Clermont a invoqué le règlement qui défend le règlement d'une motion le même jour qu'elle a été faite, mais le règlement excepte les cas urgens, & l'application s'en faisoit d'elle-même.

M. Charles de Lameth a prouvé que la confiance étoit gênée par le choix exigé dans chaque bureau. Il a fait sentir la nécessité de faire toutes les élections de la même manière.

M. d'Estournel se récrioit contre les listes, & M. de Mirepoix contre le trop petit nombre des membres proposés.

On est allé aux voix. La question préalable a été rejetée, & la motion de M. Duport adoptée.

Des événemens arrivés à Saint-Quentin ont engagé M. Desmeuniers à proposer le décret suivant qui a été adopté.

« Sur la question proposée par le comité municipal de Saint-Quentin, l'assemblée nationale décrète que provisoirement la contribution de la garde soldée, usitée dans cette ville, doit être regardée comme un impôt direct, relativement à une des conditions exigées pour remplir les fonctions de citoyens actifs, ou pour être admis aux municipalités ou assemblées administratives. »

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.

M. le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser
par l'intermédiaire de M. le Secrétaire Général, le rapport
qu'il a l'honneur de vous adresser, et de vous prier d'agréer
l'assurance de sa haute considération.